

# LES SYNDICATS ET LES ÉLECTIONS...

Le retard du *quatrième plan*, le fléchissement du plan de stabilisation, les servitudes du *Marché commun*, l'augmentation de certains tarifs, qui inévitablement auront leur répercussion sur les prix à la production et leur prolongement sur les prix à la consommation posent dès maintenant la question des salaires. On peut prévoir que cette crise atteindra son point culminant à la fin de l'année, au moment où une double campagne électorale battra son plein. Campagne pour l'élection présidentielle, campagne pour les élections municipales. Et si les partis n'ont guère l'espoir de remporter la première, par contre ils misent sur la seconde pour équilibrer un triomphe prévisible du gaullisme et en tout cas maintenir dans les communes et les villes leur implantation traditionnelle, ce qui leur permettrait d'attendre des jours meilleurs.

Le caractère économique que vont prendre ces élections n'a pas échappé aux partis qui, d'une part, accentuent la «*municipalisation*» des syndicats de base et, d'autre part, essaient d'entraîner des directions syndicales dans le «*grand rodéo*» présidentiel car il faut bien constater que le mythe syndical joue encore en plein auprès des *Comités directeurs* de ces partis qui, effrayés par l'émiettement de l'opposition de gauche et du centre, n'espèrent plus que dans l'appui des «*masses*» toujours sensibles aux variations «*prix et salaires*».

Et c'est ce qui explique l'attitude contradictoire de ces partis au sein des organisations syndicales qu'elles influencent. Le *Parti communiste* desserre son étreinte sur la C.C.T. dans l'espoir que ce «*libéralisme*» lui permettra de mieux contrôler les réflexes politiques du syndiqué de base qui, dans un passé récent, a donné des preuves d'une certaine indépendance électorale. Au contraire, le *Parti socialiste* resserre la sienne, à vrai dire, assez lâche, de façon à mieux tenir en main un syndiqué de base dont les goûts sont assez fantaisistes, alors que dans la C.F.T.C. à la fois démagogique et conservatrice, le P.S.U. et le M.R.P., c'est-à-dire la tête et la base, bataille autour d'une lettre, ce qui de toute façon ne la lavera pas de son «*péché originel*». Ne nous y trompons pas, ces mouvements divers et en apparence contradictoires n'ont qu'un but, l'asservissement du mouvement syndical remis dans la «*bonne voie*», celle qui conduit à des élections confortables. Contre cet attentat qui à plus ou moins longue échéance accentue la dégénérescence du mouvement syndical, les directions syndicales et leur bureaucratie rétribuée se sentent impuissantes.

Ce n'est certainement pas de gaîté de cœur que la vieille garde communiste de la C.G.T. connue pour sa prudence a laissé Frachon se «*mouiller*» dans une éventuelle candidature à la présidence de la République pour le compte du *Parti communiste*, ce n'est pas de gaîté de cœur que Bergeron s'est laissé imposer par le C.C.N. de *Force ouvrière* des contacts permanents avec Defferre et l'équipe d'Horizon 80 (1), ce n'est pas de gaîté de cœur que Deschamps a été acculé à une déclaration sur les principes intangibles du syndicalisme chrétien au moment même où il s'apprête à faire sauter la référence dans le sigle de son organisation. Ces directions sont à la merci de leurs cadres moyens pourris par les partis politiques et bien peu de ceux-ci échappent aux pressions des municipalités à l'appareil agissant, aux chantages des adhérents pour qui le syndicalisme est devenu une source d'avantages individuels bien plus qu'un moyen ou un outil d'émancipation sociale.

En province, le secrétaire de syndicat ou d'U.D. a son avenir derrière lui. Il maquignonne à propos de rien et de tout, logement, embauche ou promotion dans les services publics, présence dans les Comités, appuis électoraux au parti de son obédience et au bout de ce maquignonnage, il y a la réélection. Il est un personnage qui, loin de l'usine, du bureau ou du chantier, mène une vie confortable et sans heurts qu'embellissent les hochets qui si agréablement flattent la vanité. Il ne va pas tarder à courir les préaux d'écoles afin de faire élire «*une bonne municipalité*» qui en échange lui distribuera pour sa clientèle quelques gratifications dont toutes ne sont pas honorifiques. A Paris, à l'échelle des Fédérations et des Confédérations, les aspects de

(1) Aux dernières nouvelles, André Bergeron dément les imputations que la presse lui a prêtées. Nous nous en félicitons. Toutefois, on peut constater que les socialistes ont voulu le «*mouiller*», ce qui confirme mon analyse sur la «*mollétisation*» de F.O. par ce parti.

la politique syndicale en province prend du volume par l'importance même de la capitale. Un ministre ami permet d'arracher quelques avantages qui maintiennent les syndiqués en haleine et de justifier la forme de syndicalisme qui est devenue l'idéal des bureaucraties, le syndicalisme qui installe le moins mal possible les travailleurs dans le système qui les exploite. Parfois certains de ces «*responsables*» ouvriers perdent confiance, alors sur la pointe des pieds ils s'introduisent dans l'arène électorale? Cela fera des maires, des députés ni pires ni meilleurs que les autres.

Mais les partis et leurs appendices syndicaux ne doivent pas s'y tromper, le caractère économique de la campagne électorale conduira le pouvoir à des conceptions démagogiques sur les salaires, et les avantages momentanés qu'en tirera l'électeur aggraveront encore une économie qui aura des difficultés à les digérer sans entamer le profit, et la solution, quels que soient les hommes où l'homme élu, ne fera qu'être reculée. Le seul résultat pratique des élections qu'on nous prépare, ce sera la déconsidération des organisations syndicales qui jusqu'ici avait survécu à l'écroulement de la 4<sup>ème</sup> République et leur ravalement aux niveaux des partis politiques. Et peut-être alors l'HEURE DE L'UNITÉ SONNERA.

Lorsque je parle d'unité je ne parle pas de l'unité électorale à laquelle poussent les communistes et que les socialistes font mine de refuser pour la faire payer le plus cher possible. Je ne parle pas d'un «*collage*» comme celui qui fut réalisé à Toulouse en 1935. Je parle de la véritable unité des travailleurs qui renvoyant à leurs préaux électoraux «*guesdistes, léninistes et calotins*» rassemblera sur la *Charte d'Amiens*, sur toute la *Charte d'Amiens*, les travailleurs aussi écœurés par les politiciens de gauche que par une bureaucratie syndicale avachie et qui n'a conservé d'un passé prestigieux que les fleurs de rhétorique qui embarrassaient le langage des grands ancêtres.

**Maurice JOYEUX.**

-----